

ENSEMBLE POUR UN MONDE PLUS JUSTE ET OUVERT



CONSEIL CANADIEN POUR LA
COOPÉRATION INTERNATIONALE
RAPPORT ANNUEL
2012 - 2013

CCIC  CCCCI
CANADA'S COALITION TO END GLOBAL POVERTY
ENSEMBLE POUR ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

MISSION

Le CCCI est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

TABLE DES MATIÈRES

- Retour sur 2012-2013
- Le CCCI en action : 2012-2013
- Groupes de travail : point de vue régional
- Les coalitions : un moteur de coopération et d'action
- Organisations membres du CCCI
- Conseil d'administration et équipe
- États financiers vérifiés

2012-2013 EN CHIFFRES

2	nouveaux membres
7	lettres d'opinion
13	rapports, articles et notes
18	coalitions
19	webinaires
19	événements de dialogue et d'apprentissage
30	études de cas sur les principes d'Istanbul
33	articles publiés sur le blogue
36	présentations
80	mentions dans les médias
81	membres du CCCI
500+	abonnés sur Twitter
1000+	fans sur Facebook

RETOUR SUR 2012-2013



Avant-propos

L'année 2012-2013 a encore mis à rude épreuve le secteur canadien du développement international. De nombreuses organisations, grandes comme petites, sont en cours de restructuration, une nécessité imposée en grande partie par une mutation radicale et accélérée des relations de financement avec le gouvernement fédéral. Cette situation entraîne d'énormes répercussions sur des partenariats et des programmes qui contribuaient pourtant efficacement, sur le terrain, à la lutte contre la pauvreté et l'injustice, et rien n'indique que nous sommes au bout de nos peines.

Ces difficultés ont raffermi notre conviction : il nous faut plus que jamais travailler de concert. À cet égard, le CCCI est un acteur essentiel : il permet à tous de demeurer au fait des développements, remplit un rôle de rassembleur et de coordonnateur, agit au besoin comme porte-voix du secteur et fournit des analyses et des recommandations constructives sur les grands enjeux qui touchent le milieu du développement international et la communauté. Malgré des restrictions et des incertitudes financières bien réelles, la plupart des membres ont continué d'épauler le CCCI et d'alimenter les plateformes de dialogue et d'échange qu'il met à leur disposition. Nous saluons particulièrement les organisations qui, bien que leur budget ait fondu comme neige au soleil, ont choisi de continuer d'appuyer nos projets communs.

Puisque le retrait de l'apport financier de l'ACDI l'a plongé dans un exercice de redéfinition qui s'est conclu par un changement de structure, de personnel et de mandat, le CCCI doit maintenant se tourner vers l'avenir en déterminant la meilleure façon d'aider ses membres et de favoriser l'effort collectif. À ce titre, le conseil d'administration a décidé d'affecter des fonds de réserve à cinq chantiers stratégiques. Selon nous, ceux-ci augmenteront l'efficacité du CCCI et du secteur.

Ces initiatives exigent que nous récoltions des données nous permettant de mesurer la portée et les répercussions du travail effectué par le secteur, et repensons notre discours de manière à ce qu'il mobilise à la fois le public et les gouvernements. Nous inquiète la considération de moins en moins grande portée à la présence du Canada et des OSC canadiennes sur la scène internationale de

la coopération et du développement; leur contribution est pourtant importante, et cette estime en chute libre justifie une redéfinition de notre message. Nous sommes déjà encouragés par les conclusions préliminaires du Groupe de travail sur les communications et par les données amassées à ce jour.

Cela dit, nous devons également mener une réflexion collective sur le contexte changeant du développement, et sur le rôle que doivent y jouer le CCCI et les OSC canadiennes. Nous investissons ressources et temps dans cet exercice stratégique, et les questions subtiles découlant de ce processus que nous avons lancé ont déjà donné lieu à des conversations stimulantes.

À l'heure actuelle, nous explorons diverses options quant à l'orientation à donner à notre Code d'éthique. Nous tâchons en outre d'échafauder des stratégies visant à accroître le financement du CCCI (et du même coup l'efficacité de notre effort collectif), ce qui nous amène à chercher de nouveaux membres ainsi que des moyens d'élargir nos sources d'approvisionnement traditionnelles.

Nous tenons tous deux à remercier et à féliciter nos membres pour leur engagement et leur soutien indéfectibles. Un CCCI fort aidera le secteur à lutter contre la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous. Comme l'a écrit récemment un de nos membres : « Nous accomplirons bien plus en travaillant ensemble, en apprenant ensemble et en évoluant ensemble qu'en œuvrant chacun de notre côté. »

Nous souhaitons aussi remercier le personnel et les bénévoles du CCCI, qui ont travaillé d'arrache-pied pour accomplir tout le travail dont fait état le présent rapport, ainsi que le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui ne cesse d'appuyer nos membres dans leurs activités et recherches. Enfin, merci aux organisations amies dont le concours a augmenté la portée et l'efficacité de notre travail : l'Association canadienne d'études du développement international (ACEDI), l'Institut Nord-Sud (INS), l'École de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa, et les nombreuses coalitions avec lesquelles nous collaborons (voir plus loin).

Nous sommes impatients de collaborer avec nos membres et nos alliés au cours de l'année qui vient. En avant tous!

Jim Cornelius
Président du CA

Julia Sanchez
Présidente-directrice générale

La dernière année s'est révélée très dynamique et fertile en changements et en défis. Le budget fédéral a annoncé des compressions substantielles pour le portefeuille du développement, ce à quoi le CCCI a réagi promptement en organisant des séances d'information et des webinaires pour informer ses membres des conséquences de ces mesures. Il a rédigé des lettres d'opinion et des articles de blogue et organisé des rencontres avec des décideurs. Son action dans ce dossier a culminé avec l'organisation de la campagne Annulons les coupures, qui a bénéficié du soutien de plusieurs organisations membres et donné lieu à un événement couronné de succès sur la Colline du Parlement. Le CCCI a rédigé en 2013 un chapitre sur le développement pour l'Alternative budgétaire. Le budget de 2013, qui annonçait la fusion de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), a fait naître un nouveau chantier d'intervention pour 2013-2014. En plus du travail associé au budget, le CCCI continue de suivre de près l'application de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* et a entrepris, à l'aide des données publiques de l'ACDI, une analyse statistique des tendances de l'aide internationale du Canada dans différents domaines au cours des huit dernières années.

Le Conseil a aussi commencé à offrir à ses membres une série d'ateliers d'information sur les changements survenus à l'Agence du revenu du Canada, sur les règles en matière de lobbying et d'action sociopolitique et sur le financement.

Un des grands chantiers de 2012-2013 aura consisté à repenser le discours du secteur du développement et du travail humanitaire pour mieux expliquer ce qu'il fait, comment il le fait, les résultats qu'il obtient et sa valeur dans ce processus. C'est ainsi que le CCCI a mis sur pied le Groupe de travail sur les communications, qui a présenté les messages clés

aux présidents, directeurs généraux et directeurs administratifs d'organisations membres lors du Forum des dirigeants 2013. Le Groupe de travail a aussi participé, avec la Banque canadienne de grains, à la création d'un blogue de l'Ottawa Citizen sur l'aide et le développement. Pour mieux faire ressortir l'importance des OSC dans le développement international, le CCCI a aussi entrepris de définir les « indicateurs », par exemple le nombre d'organisations

PERSPECTIVES

Le CCCI continuera de surveiller le budget et la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, outre qu'il suivra et commentera les conséquences de la fusion de l'ACDI et du MAECI. Il organisera d'autres ateliers pour aider ses membres à s'adapter aux nouvelles réalités et promouvoir le professionnalisme des intervenants en développement et en aide humanitaire. Il continuera aussi, en 2013-2014, de travailler notre discours pour qu'il mette davantage en valeur l'importance du rôle de la société civile dans le développement et les résultats positifs qui découlent de notre travail collectif.

Après avoir vu les principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC reconnus au Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide en novembre 2011, le CCCI a consacré une bonne partie de 2012-2013 à les faire connaître auprès de ses membres, des conseils provinciaux et régionaux et des décideurs. Il a ainsi produit plus de trente études de cas mettant à l'honneur des pratiques exemplaires et novatrices relatives aux huit principes et à l'« environnement porteur ». Vingt de ces études ont ensuite été intégrées à un calendrier produit en collaboration avec l'Alberta Council for Global Cooperation et envoyé à 5 000 Canadiens de partout au pays. De pair avec le Conseil ontarien pour la coopération internationale, le Conseil a travaillé à la conception d'un ensemble d'icônes à portée internationale qui puissent représenter les principes d'Istanbul. Enfin, en partenariat avec le Forum sur l'efficacité des OSC en matière de développement, il a mis à l'essai un nouveau guide de l'intervenant sur l'application des principes d'Istanbul, pour ensuite le lancer officiellement début 2013.



Le CCCI est toujours partie prenante du processus mondial enclenché par le Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Il est le représentant de l'Amérique du Nord au nouveau Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED), une plateforme mondiale pour la société civile née fin 2012 de la fusion du Forum et de BetterAid. Le POED repose sur le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, organe international créé à la suite du Quatrième Forum. Des membres du CCCI, des représentants du gouvernement et notre organisme jumeau aux États-Unis, InterAction, sont régulièrement consultés avant les rencontres du POED et du Partenariat mondial, et informés des conclusions.

présidant une table ronde sur le partenariat mondial et les options de remplacement du huitième objectif du millénaire pour le développement. Cette action s'inscrivait naturellement dans la foulée d'un colloque que le CCCI avait organisé avec l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI) sur le thème *Penser autrement les OMD : Bilan des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et se projeter vers l'après 2015*. Cet événement, qui avait rassemblé plus d'une centaine de praticiens et de chercheurs spécialisés en développement international, en environnement et en droits de la personne, visait à définir la position de la société civile canadienne quant au cadre de développement mondial qui succédera aux OMD après leur échéance de 2015.

Le CCCI s'est intéressé de près au secteur privé en 2012-2013. Il a organisé une discussion entre ses membres sur les liens entre exploitation minière et développement, et coparrainé une activité sur la micro finance. Il est intervenu aux audiences du Comité permanent des affaires étrangères au sujet du rôle du secteur privé dans l'aide au développement, pour ensuite réagir au rapport du Comité et à la réponse du gouvernement, ainsi qu'à la création par le gouvernement de l'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement. Début 2013, le Conseil a aussi publié un article écrit en collaboration avec l'Institut Nord-Sud qui s'intitulait *Investir dans les affaires du développement : Les approches des bailleurs de fonds bilatéraux dans le travail avec le secteur privé*. Ce rapport a beaucoup fait parler de lui dans les médias et dans les blogues sur le développement, et a d'ailleurs été le plus téléchargé du site de l'INS et du CCCI. Le CCCI a donc ouvert pour 2013-2014, en collaboration avec le Groupe consultatif en matière d'orientation politique, un chantier sur les rapports avec le secteur privé.

PERSPECTIVES

Avec l'aide du Coady International Institute et d'EQUITAS - Centre international d'éducation aux droits humains, le CCCI créera, testera et offrira un atelier pour aider les intervenants à intégrer les droits de la personne à leurs projets et programmes (la méthode) et à mettre au point des outils qui bonifieront leurs partenariats (les alliés).

Le CCCI travaille avec le Mouvement fédéraliste mondial (Canada), l'Institut Nord-Sud et l'Association canadienne pour les Nations Unies à faire connaître davantage le travail du Groupe d'experts de haut niveau et le processus de l'après 2015 aux Canadiens.

Sur la scène internationale, le Conseil demeure un actif partenaire de CIVICUS et du Réseau du Bilan de l'aide. En 2013, il a organisé, en collaboration avec la coalition Voices-Voix (voir ci-dessous) et Forest Ethics, une étude de cas portant sur la détérioration des conditions d'intervention de la société civile canadienne. L'article est paru dans le rapport *État de la société civile 2013* de CIVICUS. Le CCCI, qui occupe la vice-présidence du Réseau mondial du Bilan de l'aide, a aussi contribué à la production et au contenu d'un rapport de ce dernier arrivé à point nommé sous le titre *Aid and the Private Sector: Catalysing Poverty Reduction and Development? (Développement et lutte contre la pauvreté : le secteur privé aide-t-il vraiment?)*.



Un groupe directeur du secteur privé, composé de membres du CCCI, participera à la conception d'un sondage sur les différents types de relations que les membres du Conseil entretiennent avec le secteur privé. Le rapport qui en résultera fera état des différentes formes de relations qui en ressortiront, des leçons à tirer de cette expérience, des outils dont les membres auraient besoin et des lacunes que le CCCI peut aider à combler.

Le CCCI demeurera un membre actif du comité de coordination du POED et continuera de suivre les progrès du Partenariat mondial.

Le Conseil organise à l'Université McGill, en collaboration avec Voices-Voix, un événement qui aidera la société civile canadienne à mieux comprendre les questions juridiques entourant l'« environnement porteur » et ses implications au Canada.

Lors de la deuxième rencontre du POED, à Bali, le CCCI a aussi pris part à une consultation du Groupe d'experts de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après 2015 en

GROUPES DE TRAVAIL

Point de vue régional

GRUPE DE TRAVAIL SUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Cette année, le Groupe de travail sur l'Asie et le Pacifique (GTAP) a lancé un nouvel outil de communication – le *Bulletin hebdomadaire du GTAP* – qui fait une synthèse des nouvelles et des événements liés au développement et aux droits de la personne en Asie pour plus de 130 abonnés de la société civile, des milieux intellectuels et d'organisations gouvernementales. Un rapport intitulé *Agrofuels in Asia: Production, Impacts, International Incentives & Canada's role* (Les agro combustibles en Asie : production, répercussions, mesures incitatives internationales et rôle du Canada) a été publié et présenté dans le discours principal de la conférence 2012 de l'Association canadienne des études asiatiques (ACEA), à Montréal. Le GTAP a également publié une note d'information résumant les principales conclusions de ce rapport sous le titre *Canadian Agrofuel Policy: Implications for Developing Countries* (La politique du Canada en matière d'agro combustibles : Répercussions sur les pays en développement). Le GTAP a pris part à la production de *Canada and the Global Land Rush* (Le Canada et la ruée mondiale sur les terres), une étude menée par le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA) sur l'acquisition de terres à grande échelle. Il a aussi réalisé un rapport provisoire sur les répercussions que pourrait avoir la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Inde sur les droits de la personne en Inde. Des rencontres ont été organisées avec des membres de la Direction générale de l'Asie de l'ACDI ainsi qu'avec le directeur général du conseil d'administration de la Banque asiatique de développement. Pour ce qui est des webinaires, le GTAP a monté 11 émissions abordant des thèmes comme les répercussions sur les droits de la personne de certains accords de commerce et d'investissement envisagés par le Canada (à savoir le Partenariat Trans Pacifique, l'Accord de partenariat économique global Canada-Inde et l'Accord de promotion et de protection de l'investissement étranger Canada-Chine); les enjeux relatifs aux droits de la personne dans l'ANASE et le Pakistan; les retombées de l'exploitation minière au Cambodge; les perspectives de changement

en Corée du Nord; le droit à l'information au Bangladesh; les conséquences de la libéralisation du commerce en Inde; la production d'agro combustibles en Asie; et le nouveau mécanisme de reddition de comptes de la Banque asiatique de développement.

FORUM AFRIQUE-CANADA

Le Forum Afrique-Canada (FAC) s'est attaché à déterminer si la croissance économique forte et soutenue qu'ont affichée plusieurs pays africains ces dernières années se traduit réellement par un développement durable et équitable de ces pays et de ces populations. Le colloque 2012 a exploré les philosophies et les actions qui prévalent en Afrique et ailleurs dans le monde en lien avec les grands enjeux liés au secteur privé, en particulier l'industrie extractive, la création d'emploi, l'investissement et l'économie verte. L'événement a rassemblé 65 participants, dont des représentants d'organisations membres et d'OSC, des universitaires et des collègues africains. Pour faire suite aux discussions, le FAC a rédigé une note d'information intitulée *La vision minière pour l'Afrique : Un programme de développement transformateur*, qu'il a publiée juste avant la tenue de l'Investing in African Mining Indaba, le plus grand rassemblement de l'industrie minière au monde réunissant les acteurs et les décideurs les plus influents, et de l'Indaba des OSC, qui se déroule en parallèle.

Le FAC s'est aussi penché sur les questions de l'impunité et de la consolidation de la paix. Ainsi, de concert avec l'Entraide missionnaire, le Centre canadien pour la justice internationale et l'Institut d'études africaines, il a organisé la projection du documentaire *L'affaire Chebeya, un crime d'État*, qui a été suivie d'un débat dans le cadre du congrès annuel de l'Association canadienne des études africaines (ACEA). Le FAC a également organisé un webinaire sous le thème *Mali : État des lieux du retour à la paix*. Ces deux activités ont attiré environ quinze participants chacune.

GRUPE D'ORIENTATION POLITIQUE POUR LES AMÉRIQUES

Tout au long de 2012-2013, le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) a continué de surveiller l'application de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, qui oblige les gouvernements signataires à produire chaque année un rapport d'incidence sur les droits de la personne. Le GOPA a établi des repères méthodologiques pour l'évaluation du rapport, organisé des rencontres avec des députés, tenu des activités grand public et élaboré une stratégie médias pour faire connaître ces activités et sensibiliser la population à la situation en Colombie. Une conférence d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, a entre autres été organisée. Le GOPA a également participé aux audiences du Comité permanent du commerce international et contribué à la diffusion des résultats d'un rapport parallèle de la société civile colombienne.

Le GOPA a participé aux consultations du MAECI en préparation du 6e Sommet des Amériques et a surveillé les déclarations du Canada à cet événement. Il a publié un article d'opinion réclamant que le Canada élargisse son engagement sur le continent au lieu de ne s'intéresser qu'aux questions commerciales.

De plus en plus préoccupé par l'insécurité et l'injustice au Guatemala, et en particulier par la criminalisation des défenseurs des droits de la personne qui s'opposent aux intérêts des grandes sociétés, le GOPA a contribué à l'organisation de deux tournées de militants de ce pays. C'est ainsi que Lolita Chavez et Juan Carlos Contreras ont pris part à des rencontres avec des députés, à des activités publiques, à des présentations scolaires et à des interventions auprès des médias pour dénoncer les problèmes de leur pays.

Le GOPA a tenu à l'intention de ses membres trois colloques de deux jours dans des villes différentes, chacun proposant des séances d'apprentissage animées par des spécialistes sur des thèmes tels que l'avenir des politiques de lutte antidrogue, le processus de paix en Colombie et le consentement préalable libre et informé.

LES COALITIONS

Un moteur de coopération et d'action

Abolissons la pauvreté (ALP)

L'année 2012-2013 s'est déroulée sous le signe du changement pour Abolissons la pauvreté; cette campagne est en effet désormais chapeautée par Résultats Canada. À titre de membre du conseil d'administration et du comité directeur d'ALP, le CCCI a participé à la sélection de son nouvel organisme d'accueil et a veillé à ce qu'ALP demeure fidèle à sa mission première et à ses milliers de partisans.

Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation (ACCME)

Le CCCI siège au comité directeur de l'Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation et assiste aux réunions que tient périodiquement cette dernière. En collaboration avec l'ACCME, le CCCI a rédigé le chapitre canadien du rapport de suivi sur l'aide de la Campagne mondiale pour l'éducation. Par ailleurs, l'Alliance a publié quelques billets sur le blogue du CCCI.

CIVICUS

Membre de CIVICUS, le CCCI a collaboré à la production d'un chapitre du rapport 2012 sur l'état de la société civile de cette coalition, chapitre portant sur la détérioration des conditions d'intervention de la société civile au Canada. Le CCCI a également été membre du comité d'accueil de l'Assemblée mondiale qui s'est tenue à Montréal en septembre 2012.

Coalition canadienne pour le climat et le développement

En juillet 2012, le CCCI a organisé, de concert avec la Coalition canadienne pour le climat et le développement, un webinaire faisant le bilan de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20). Dans le cadre de son programme d'apprentissage à l'adaptation, la Coalition a également mis sur pied deux ateliers qui portaient sur les changements climatiques et le développement, et auxquels a pris part le CCCI.

Coalition internationale de surveillance des libertés civiles (CISLC)

Le CCCI est membre fondateur de la CISLC. Cette année, cette collaboration a donné lieu à un projet de recherche portant sur la criminalisation de la dissidence d'opinion en Amérique latine (surtout en ce qui a trait aux sociétés étrangères d'exploitation des ressources naturelles) et à l'élaboration d'une série de recommandations à l'intention des pays d'origine de ces sociétés extractives, des pays hôtes, des médias, de la société civile et des entreprises elles-mêmes.

Coalition pour un traité sur le commerce des armes

Depuis quelques années, le CCCI travaille au sein de la Coalition pour un traité sur le commerce des armes, principalement dans le but d'appuyer les efforts visant la conclusion d'un traité de ce genre et de mobiliser les Canadiens autour de cette entreprise de la plus haute importance. En mars 2013, ces efforts ont porté leurs fruits : une écrasante majorité de pays ont voté en faveur d'un traité à l'Assemblée des Nations unies.

Common Frontiers (CF)

La collaboration entre CF et le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) du CCCI ne date pas d'hier, et elle a souvent fait ressortir la complémentarité des deux partenaires. Cette année, ils ont surveillé ensemble le dossier des droits de la personne au Honduras et l'évolution de l'ALE Canada-Honduras; le rapport du Canada sur les répercussions de l'ALE Canada-Colombie sur les droits de la personne; et la stratégie des Amériques du gouvernement.

Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA)

Le CCCI est un membre actif du Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire. Cette année, il a travaillé avec d'autres membres du Groupe à la production d'un rapport de recherche traitant de la façon dont l'ACDI a mis en œuvre sa stratégie sur la sécurité alimentaire. Ce rapport s'appuyait sur les conclusions de deux études de cas menées par des partenaires de l'Éthiopie et du Honduras.

Groupe de travail sur les droits des femmes

Cette année, le CCCI a grandement contribué à donner un second souffle à cette coalition. En janvier, il a appuyé l'organisation d'une réunion visant à faire le point sur les orientations actuelles du Canada et son incidence sur les politiques au chapitre de l'égalité des sexes dans le cadre du développement. Deux groupes de travail ont vu le jour depuis : l'un sur la violence faite aux femmes et les droits reproductifs et sexuels; l'autre sur le financement des organisations au profit des droits des femmes.

Imagine Canada

Membre d'Imagine Canada, le CCCI prend activement part, depuis deux ans, aux efforts entourant l'élaboration d'un nouveau « discours fondamental » dans le secteur de la bienfaisance, l'une des cinq pierres angulaires de la Stratégie pancanadienne de mobilisation d'Imagine. Le travail d'Imagine Canada vient d'ailleurs appuyer et nourrir les efforts consacrés par le CCCI et ses membres dans une optique semblable. Imagine Canada a également mis en place un groupe de travail ayant pour mandat de définir des normes de rapport généralement reconnues quant aux activités de financement, et aux revenus et dépenses connexes. Un membre du CCCI représente le secteur de la coopération internationale dans ce groupe.

Initiative d'Halifax (IH)

Le CCCI est l'un des membres fondateurs de l'Initiative d'Halifax. Bien que la compression de son effectif l'ait contraint à mettre un terme à sa participation au comité de coordination de l'IH, le CCCI ne s'est pas moins associé avec celle-ci pour présenter un mémoire commun au ministère des Finances lors des consultations de ce dernier relatives à la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle. Le CCIC a également collaboré avec l'IH dans le dossier de la justice fiscale.

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)

Le CCCI est le représentant nord-américain du POED, qui a succédé à BetterAid et au Forum sur l'efficacité des OSC en matière de développement, de même qu'un membre actif de son comité de coordination. Le POED représente la société civile au sein du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Par l'intermédiaire du POED, le CCCI surveille et commente les suites du Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide.

Policy Action Group for Emergency Response (PAGER)

Le CCCI participe toujours aux réunions du PAGER. Il a d'ailleurs organisé une rencontre entre des membres de PAGER, de la Coalition canadienne pour le climat et le développement et du Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, rencontre où il a été question de résilience et de la réduction des risques de catastrophes. Le Conseil a en outre travaillé avec de nombreux membres de PAGER pour décrire leur travail dans certaines études de cas sur les principes d'Istanbul.

Réseau action climat Canada

La présidente-directrice générale du CCCI siège au conseil du Réseau action climat Canada. Cette année, le CCCI a travaillé avec le conseil à la simplification de certains processus de gouvernance, et il en est à ouvrir la voie à une collaboration plus étroite entre les groupes pour le développement et les associations environnementales membres du Réseau.

Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)

Le CCCI est membre du Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE) depuis sa création en 2005. Cette année, le CCCI a aidé le Réseau à préparer une campagne d'accès à la justice pour exiger la création de dispositions qui permettraient aux personnes touchées par les activités des entreprises minières canadiennes à l'étranger de demander justice ici.

Réseau du Bilan de l'aide

Le CCCI assure la vice-présidence du comité de direction du Réseau du Bilan de l'aide. En 2012-2013, il a participé à la production, à la rédaction et au lancement du rapport 2012 sur l'aide provenant du secteur privé.

Voices-Voix

Le CCCI siège toujours au comité directeur de Voices-Voix. En 2012-2013, il a collaboré avec cette coalition à un chapitre sur l'amenuisement de la place fait à la société civile au Canada dans le rapport État de la société civile 2013 de CIVICUS. Voices-Voix a également tissé une collaboration avec le milieu universitaire en vue de simplifier la documentation des cas, processus qui sera lancé en 2013.

WASH Canada

Le CCCI participe à WASH Canada (Wash, Sanitation and Hygiene), une campagne du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi qu'aux réunions périodiques et aux initiatives menées dans le cadre de celle-ci.



ORGANISATIONS MEMBRES

du CCCI en 2012-2013

Action Canada pour la population et le développement

Aide à l'enfance Canada

Alberta Council for Global Cooperation

Amnistie internationale – section canadienne (anglophone)

Association des coopératives du Canada

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Association québécoise des organismes de coopération internationale

Banque canadienne de grains

British Columbia Council for International Cooperation

Canadian Christian Relief and Development Association

Canadian Lutheran World Relief

Canadian Physicians for Aid and Relief

Canadian Rotary Collaboration for International Development

CARE Canada

Carrefour international

Centre d'études et de coopération internationale

Centre for International Studies

Centre international MATCH

Christian Children's Fund of Canada

Coady International Institute

Coalition interagences sida et développement

CoDevelopment Canada

Collaboration Santé Internationale

Congrès du travail du Canada

Centre d'études et de coopération internationale

Centre for International Studies

Centre international MATCH

Christian Children's Fund of Canada

Coady International Institute

Coalition interagences sida et développement

CoDevelopment Canada

Collaboration Santé Internationale

Congrès du travail du Canada

Conseil atlantique pour la coopération internationale

Conseil des Canadiens avec déficiences

Conseil manitobain pour la coopération internationale

Conseil ontarien pour la coopération internationale

Croix-Rouge canadienne

Église unie du Canada

Entraide universitaire mondiale du Canada

Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains

FCCF – Partenaires en développement rural

Fédération canadienne pour la santé sexuelle

Fédération mondiale de l'hémophilie

Fondation Aga Khan Canada

Fondation Frontière inc.

Fonds de justice sociale de l'AFPC

Fonds de justice sociale des TCA

Fonds humanitaire des Métallos

Fonds humanitaire du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier

Handicap International Canada

Horizons d'amitié

Inter Pares

Islamic Relief Canada

Jamaican Self-Help Organization

Jeunesse Canada Monde

Journalistes canadiens pour la liberté d'expression (CJFE)

KAIROS – Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice

L'Initiative pour les micronutriments

Mennonite Central Committee Canada

Mines alerte

Mouvement fédéraliste mondial – Canada

Northern Youth Abroad

Œuvre Léger

Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix

OXFAM Canada

OXFAM-Québec

Pacific Peoples' Partnership

Plan international Canada inc.

Presbyterian World Service and Development

Primate's World Relief and Development Fund

Project Ploughshares

Radios rurales internationals

Résultats Canada

Saskatchewan Council for International Cooperation

Secours Quaker Canadien

Société canadienne de santé internationale

Société canadienne pour nourrir les enfants

Syndicat canadien de la fonction publique

Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

Terre Sans Frontières

The Hunger Project

USC Canada

Victoria International Development Education Association

Vision mondiale Canada

World Literacy Canada

World Relief Canada

World Renew

YMCA Canada

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉQUIPE

CONSEIL DU CCCI

Jim Cornelius, président
Banque canadienne de grains

June Webber, vice-présidente
Association des infirmières et infirmiers du Canada

Janice Hamilton, trésorière
Conseil manitobain pour la coopération internationale

John Julian, membre de droit
Association des coopératives du Canada

Denise Byrnes
Oxfam-Québec

Evelyne Guindon
CARE Canada

Gervais L'Heureux
Association québécoise des organismes de coopération internationale

Jennifer Henry
KAIVOS

Jean-Francois Tardif
Résultats Canada

Kerrie Strathy
Saskatchewan Council for International Cooperation

Kimberly Gibbons
Conseil ontarien pour la coopération internationale

Lucien Royer
Congrès du travail du Canada

Nicci Stein
Coalition inter agences sida et développement

Rita Morbia
Inter Pares

Le CCCI remercie pour leur engagement soutenu les membres du Conseil dont le mandat a pris fin en 2012-2013
Nicci Stein, Evelyne Guindon, June Webber, Jennifer Henry and Kerrie Strathy.

ÉQUIPE DU CCCI

Direction

Julia Sánchez
présidente-directrice générale

Anna Campos
agente financière et administrative

Alice Ouedraogo
adjoite à la direction

Communications

Chantal Havard
agente de communication et de relations avec le gouvernement

Pierre Laflamme
conseiller en TI

Jack Litster adjoint de programme, communications web et politiques (jusqu'au 28 février)

Politiques

Fraser Reilly-King
analyste des politiques (aide au développement et coopération internationale)

Denis Côté
agent de programme, Groupe de travail sur l'Asie et le Pacifique

Charles Saliba-Couture
conseiller, Groupe de travail sur l'Asie et le Pacifique

Brittany Lambert
agente de programme, Groupe d'orientation politique pour les Amériques

Sylvie Perras
agente de programme, Forum Afrique-Canada



De gauche à droite et de haut en bas: Pierre Laflamme, Fraser Reilly-King, Charles Saliba-Couture, Sylvie Perras, Chantal Havard, Denis Côté, Brittany Lambert, Julia Sanchez

STAGIAIRES

Charles Saliba-Couture
Claude Dumulon-Lauziere
Kai Hsin Hung
Behnoud Irantalab-Tehrani
Miguel Iriondo

Andrea Westcott Lacoursière
Laurisse Noel
Aislynn Row
Aída Sofía Rivera Sotelo
Sebastian Winsor

BÉNÉVOLES

Hélio Alves
Arline Brisemur
Jared Davidson
Vicky Edgecombe
Themrise Khan
Juanita Kwarteng
Joel Ladouceur
Isabelle Mayer
Shirin Paynter

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE BILAN – au 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$	2011 \$
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	368,519	457,081	626,898
Placements à court terme	215,877	216,994	216,684
Avances aux coalitions et autres recevables	26,872	36,916	61,921
Contributions à recevoir	72,150		
Frais payés d'avance	14,292	9,527	25,671
	697,710	720,518	963,205
Actif à long terme			
Immobilisations (Note 4)	22,243	24,057	32,031
	719,953	744,575	963,205
PASSIF			
Passif à court terme			
Fournisseurs et charges à payer	27,204	32,538	197,155
Apports reportés	81,531	73,350	102,813a
	108,735	105,888	299,968
ACTIFS NETS			
Fonds Betty Plewes	4,666	4,666	4,666
Investi dans les immobilisations	22,243	24,057	32,031
Fonds de réserve affecté (Note 2)	215,000		
Surplus non affecté	369,309	609,964	626,540
	611,218	638,687	663,237
	719,953	744,757	963,205

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers. Elles sont disponibles sur demande.

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE RECETTES ET DÉPENSES – de l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
RECETTES		
Cotisations des membres	440,003	465,490
Centre de recherches pour le développement international	140,324	150,703
Autres revenus (dons, transferts d'organismes)	33,646	56,101
Droits d'inscription	35,193	23,260
Loyers recouvrés		7,131
Contributions des groupes de travail	124,485	108,927
Projet spécial : Comprendre le système d'appel de propositions de la DGPC		5,000
Intérêt	4,598	4,489
Gain sur la cession d'immobilisations	573	
	778,822	821,101
DÉPENSES PAR PROGRAMME <i>(Renseignements complémentaires Dépenses par catégories, y compris les investissements stratégiques)</i>		
Communications	91,057	57,809
Administration	87,532	115,551
Dialogue sur les politiques	389,482	404,593
Ateliers et séminaires	5,857	
Direction générale	179,735	153,024
Direction des programmes / engagement des membres	5,405	45,032
Conseil d'administration et comités	22,027	43,586
Projet spécial : Comprendre le système d'appel de propositions de la DGPC		5,000
	781,095	824,595
Insuffisance des recettes sur les dépenses résultant des opérations courantes	(2,273)	(3,494)
Frais de recrutement spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté		21,056
Investissements stratégiques spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté	25,196	
	(27,469)	(24,550)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers. Elles sont disponibles sur demande.



CONSEIL CANADIEN
POUR LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE

450 rue Rideau, bureau 200
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
Tél. : 613 241-7007
Télé. : 613 241-5302
info@ccic.ca
www.ccci.ca